



VILLE DE LA GARDE



## ARRETE MUNICIPAL N° 2026 / 0083

**SERVICE : URBANISME**

**REF. : HAB/ JB/LL/JPR /ES/2026**




VISAS		
Resp.	DGAS	DGS

**OBJET : ARRETE DE MISE EN DEMEURE ASSORTIE D'ASTREINTE ADMINISTRATIVE**

**HELENE ARNAUD-BILL, MAIRE DE LA VILLE DE LA GARDE.**

- VU l'article L.2212-1 du Code général des collectivités territoriales et suivants,
- VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.422-1, L.480-1, R.480-3, L.481-1, L.481-2 et L.481-3, relatifs aux infractions et à l'application des astreintes administratives,
- VU les articles L.121-1, L.121-2, L.122-1 et L.122-2 du code des relations entre le Public et l'Administration,
- VU la délibération n°20/12/319 en date du 15 décembre 2020 du Conseil métropolitain TPM approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de La Garde,
- VU la délibération n°23/06/129 en date du 08 juin 2023 du Conseil métropolitain TPM approuvant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de La Garde,
- VU la délibération n°25/02/012 en date du 27 février 2025 du Conseil métropolitain TPM approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de La Garde,
- VU la délibération n°25/12/334 en date du 18 décembre 2025 du Conseil métropolitain TPM approuvant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de La Garde,
- VU le procès-verbal d'infraction n°003/2021 en date du 03/08/2021 dressé par un agent verbalisateur communal habilité conformément à l'article L.480-1 du code de l'Urbanisme, transmis à Monsieur Le Procureur de la République près le Tribunal Judicaire de Toulon,
- VU les procès-verbaux de constat dressés respectivement le 14 juin 2022 et 10 décembre 2025,
- VU le courrier en date du 12/12/2025, adressé à [REDACTED] et distribué le 15/12/2025, valant procédure contradictoire au titre des articles L.122-1 et L.122-2 du code des relations entre le Public et l'Administration,
- VU l'absence d'observations de la part du mis en cause suite à la procédure contradictoire dans le délai imparti,

Accusé de réception en préfecture  
083-218300622-20260217-ARR2026020083-AR  
Date de télétransmission : 18/02/2026  
Date de réception préfecture : 18/02/2026

HAB/LL/JPR/ES/2026 - La Garde Cedex - 04 94 08 98 00 - contact-mairie@ville-lagarde.fr - ville-lagarde.fr - Rejoignez-nous !   



- CONSIDERANT** que les travaux consistent en la pose d'une clôture grillagée, l'implantation de chalets/cabanons, l'aménagement du terrain avec de la toile géotextile et le remblaiement avec l'apport de gravier étalé sur l'ensemble des parcelles, le tout modifiant la hauteur du terrain naturel,
- CONSIDERANT** que les aménagements sis chemin du Néoulrier, parcelles cadastrées section AP n°440 et 447, ont été entrepris en méconnaissance de la réglementation en vigueur en matière d'urbanisme et sans aucune autorisation,
- CONSIDERANT** que [REDACTED] a été destinataire d'un courrier valant procédure contradictoire en date du 12/12/2025, et reçu en date du 15/12/2025, l'invitant à formuler ses observations et ce, au titre des articles L.122-1 et L.122-2 du code des relations entre le Public et l'Administration,
- CONSIDERANT** que les travaux effectués constituent une infraction pénale et que seule la remise en état par la démolition des aménagements, le retrait des matériaux (graviers et autres matière inerte) et la dépose des éléments bâtis,
- CONSIDERANT** qu'au regard de la nature de l'infraction constatée et des moyens d'y remédier, le délai d'exécution est fixé à 30 jours,
- CONSIDERANT** l'absence d'observations de la part du mis en cause suite à la procédure contradictoire dans le délai imparti,
- CONSIDERANT** que l'astreinte assortie à un arrêté de mise en demeure présente la garantie de la remise en état des parcelles susmentionnées dans le délai imparti,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 : MISE EN DEMEURE**

[REDACTED] est mis en demeure de procéder aux opérations de remise en état total des parcelles cadastrées section AP n°440 et 447 dans le délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 : REMISE EN ETAT DES TERRAINS**

[REDACTED] devra entreprendre la démolition ou le retrait des éléments bâtis existants, notamment le cabanon, le retrait des matériaux de type gravier étalés sur le terrain ayant eu pour conséquence la modification du niveau du terrain naturel, la dépose de la clôture grillagée et toute autre action visant à une remise à l'état initial du terrain.

### **ARTICLE 3 : ASTREINTES ADMINISTRATIVES**

Si, à l'expiration du délai de mise en demeure mentionné à l'article 1, aucune action n'a été effectuée, [REDACTED] sera redevable d'une astreinte de 500 euros par jour de retard et pouvant atteindre le montant maximal de 100 000 euros. L'astreinte courra jusqu'à ce que [REDACTED] ait justifié de l'exécution des opérations nécessaires à la remise en état des parcelles en cause. Un arrêté de recouvrement de l'astreinte administrative lui sera alors notifié.

Accusé de réception en préfecture  
083-218300622-20260217-ARR2026020083-AR  
Date de télétransmission : 18/02/2026  
Date de réception préfecture : 18/02/2026



